CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 76.113/4
du 17 juin 2024

sur

un avant-projet de loi ‘modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les travailleurs hautement qualifiés et diverses dispositions’

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 76.113/4
van 17 juni 2024

over

een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft hooggekwalificeerde werknemers en diverse bepalingen’

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

Le 9 avril 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, adjointe à la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les travailleurs hautement qualifiés et diverses dispositions'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 juin 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Dimitri YERNAULT et Laurence VANCRAYEBECK, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 juin 2024.

*

Op 9 april 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft hooggekwalificeerde werknemers en diverse bepalingen'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 juni 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Dimitri YERNAULT en Laurence VANCRAYEBECK, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 juni 2024.

*

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

En ce qui concerne les articles à modifier, diverses dispositions de l'avant-projet font référence à des modifications récentes dont la date n'est pas mentionnée.

Tel est le cas des articles 3, 4, 5 de l'avant-projet. Ces dispositions contiennent le membre de phrase « modifié en dernier lieu par la loi du xx ».

Invitée à fournir des précisions à ce sujet, la déléguée de la Secrétaire d'État a indiqué qu'il s'agissait de « la loi du 22 février 2024 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en matière de droit au regroupement familial » qui, à la date où le présent avis est donné, n'a pas encore été publiée au *Moniteur belge*.

Il ressort toutefois du texte adopté en séance plénière par la Chambre des représentants le 22 février 2024 que cette loi ne modifie pas les articles modifiés par les 3 et 4 de l'avant-projet [1].

La phrase liminaire des articles 3 et 4 de l'avant-projet sera revue et celle de l'article 5 complétée par la date à laquelle la loi mentionnée a été sanctionnée et promulguée.

L'auteur de l'avant-projet veillera également à ce que les dates d'entrée en vigueur de l'avant-projet à l'examen et celle des lois modificatrices soient correctement harmonisées.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 3

1. Conformément à l'article 10*bis*, § 4, alinéa 2, 3°, en projet de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', le membre de la famille visé par la disposition doit présenter « la preuve que le membre de la famille ne se trouve pas l'un des cas visés à l'article 3, alinéa 1er, 5° à 10° ».

‡ S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] *Doc. parl.*, Chambre, 2023-2024, n° 55-3596/010.

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

L'article 3, alinéa 1er, 5° à 10°, de la loi du 15 décembre 1980 dispose :

« Sauf dérogations prévues par un traité international ou par la loi, l'entrée peut être refusée à l'étranger qui se trouve dans l'un des cas suivants :

[…]

5° s'il est signalé aux fins de non-admission et d'interdiction de séjour dans le SIS ou dans la Banque de données Nationale Générale ;

6° s'il est considéré comme pouvant compromettre les relations internationales de la Belgique ou d'un État partie à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant la Belgique ;

7° s'il est considéré comme pouvant compromettre la tranquillité publique, l'ordre public, la sécurité nationale ou la santé publique ;

8° s'il a été renvoyé ou expulsé du Royaume depuis moins de dix ans, lorsque la mesure n'a pas été suspendue ou rapportée ;

9° s'il fait l'objet d'une interdiction d'entrée ni levée ni suspendue ;

10° s'il est atteint d'une des maladies énumérées à l'annexe de la présente loi ».

Interrogée quant au moyen concret d'apporter de telles preuves – il s'agit en effet, dans le chef du membre de la famille, de démontrer qu'il ne relève pas des hypothèses reprises à l'article 3, alinéa 1er, 5° à 10°, de la loi du 15 décembre 1980 –, la déléguée de la Secrétaire d'État a précisé ce qui suit :

« De bewoording is overgenomen uit andere delen van de Vreemdelingenwet om de coherentie te bewaren. Concreet zal een uittreksel strafregister en een medisch attest moeten voorgelegd worden, andere elementen zullen blijken uit de gegevens van DVZ (of databanken die zij kan consulteren), zoals het inreisverbod ».

Toutefois, les autres dispositions de la loi du 15 décembre 1980, par exemple son article 61/27-4, § 1er, énoncent que l'intéressé ne doit pas se trouver dans l'un des cas prévus à l'article 3, alinéa 1er, 5° à 10°, sans exiger de sa part qu'il produise lui-même la preuve de chacun de ces éléments. On aperçoit en effet difficilement comment l'intéressé serait en mesure d'apporter les preuves envisagées [2]. Ainsi, plusieurs points énumérés à l'article 3, alinéa 1er, par exemple la condition selon laquelle l'intéressé ne doit pas « être considéré comme pouvant compromettre la tranquillité publique, l'ordre public, la sécurité nationale ou la santé publique », peuvent découler d'éléments que seule l'autorité publique est en mesure d'apprécier.

La disposition sera revue afin d'énoncer les modalités permettant de prouver que l'intéressé respecte les conditions établies par l'article 3, alinéa 1er, 5° à 10°, de la loi du 15 décembre 1980.

[2] Il convient de rappeler que, la liberté étant la règle et sa limitation l'exception, il n'appartient en principe pas au titulaire d'un droit ou d'une liberté de faire la démonstration de l'absence d'un quelconque motif de limiter ce droit ou cette liberté, mais bien à l'autorité publique de rapporter, le cas échéant, la démonstration inverse. Voir également C.E. (11e ch.), 18 novembre 2014, n°229.200, s.a. Rocoluc.

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour ce qui concerne les modifications apportées par l'article 3 de l'avant-projet à l'article 10*bis*, § 5, alinéa 2, 4°, et § 6, alinéa 2, 4°, de la loi du 15 décembre 1980.

Article 5

1. À l'article 13, § 4, alinéa 1er, 6°, en projet, il est fait mention d'une « assurance maladie couvrant les risques en Belgique » sans préciser que l'assurance couvre l'ensemble des risques en Belgique pour l'étranger lui-même et les membres de sa famille, alors qu'une telle précision figure notamment dans les articles 10*bis*, § 2, 15*bis*, § 3, alinéa 1er, ou 40*bis*, § 4, de la loi du 15 décembre 1980.

2. À l'article 13, § 4, alinéa 4, en projet, mieux vaut préciser que la disposition se réfère à l'article 61/27-6, § 5, de la loi du 15 décembre 1980.

Articles 6, 11 et 14

La phrase liminaire mentionnera l'historique des modifications encore en vigueur subies par les dispositions modifiées.

Article 7

À l'article 19, § 4, 3°, en projet, la formulation « par le deuxième État membre » ne permet pas, dans le contexte de la disposition en projet, d'identifier avec précision de quel État membre il s'agit.

La disposition sera revue à la lumière de cette observation.

Article 11

1. À l'article 61/25-7, § 2, alinéas 2 et 3, en projet, les mots « au paragraphe 2 » seront remplacés par les mots « à l'alinéa 1er ».

2. L'article 61/25-7, § 3, en projet énonce que « [l]e paragraphe 2 ne porte nullement préjudice à la compétence du ministre de mettre fin ou de retirer l'autorisation de séjour ».

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

Concernant la compétence du ministre à ce sujet, la déléguée de la Secrétaire d'État a précisé ce qui suit :

> « De intentie van de bepaling is om te verduidelijken dat de Minister zijn bevoegdheid behoudt tijdens deze periode van 'behoud van verblijf' op grond van de regels die gelden voor de gecombineerde vergunning. Het is dus een verduidelijking dat het niet om een statuutswijziging gaat, maar wel het verblijf toegekend onder de gecombineerde vergunning dat blijft doorlopen, waarop dus ook integraal de regels van einde of intrekking verblijf van de gecombineerde vergunning op van toepassing blijven. Dat gaat effectief over de beëindigingsgronden in §1, maar ook ruimer, zoals bv Hoofdstuk VI ».

Ces précisions gagneraient à figurer dans le commentaire des articles.

Article 13

1. À l'article 61/27-1, § 3, alinéa 4, en projet, il convient, de l'accord de la déléguée de la Secrétaire d'État, de remplacer les mots « l'alinéa 4 » par les mots « l'alinéa 3 ».

2. Au 7°, les mots « gemachtigd om te werken » seront remplacés par les mots « gemachtigd wordt om te werken ».

Article 17

1. Interrogée quant à la pertinence de l'article 61/27-6, § 1er, 8°, en projet, la déléguée de la Secrétaire d'État a apporté les informations et corrections suivantes :

> « […] de verwijzing moet naar eerste lid, 4°-7° zijn. We zijn beperkt door de bepalingen van de richtlijn, voor de punten 4°-7° is de insteek dat een voorafgaand verblijf vereist is. Voor alle duidelijkheid:
>
> – 1°-7° zijn dus van toepassing op de verlengingsaanvraag
>
> – 1°-3° zijn van toepassing op de eerste aanvraag.
>
> Het is ongetwijfeld duidelijker om van 8° een nieuw lid te maken, aangezien het niet om een weigeringsgrond gaat zoals de voorgaande punten ».

De l'accord de la déléguée de la Secrétaire d'État, il convient dès lors de transformer le 8° en un nouvel alinéa.

2. L'article en projet compte six paragraphes et non sept. La numérotation des paragraphes sera revue.

Article 18

1. Afin d'améliorer la lisibilité du dispositif, mieux vaut revoir la disposition en énonçant dans le paragraphe 1er les conditions de la mobilité de courte durée et dans le paragraphe 2 les conditions dans lesquelles cette mobilité prend fin.

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

2. Dans le paragraphe 1er, mieux vaut écrire « s'il peut séjourner dans un premier État membre » en lieu et place de « s'il peut séjourner dans un autre État membre, le premier État membre ».

3. Le paragraphe 1er utilise la notion d'« activité professionnelle » au sens de l'article 2, 13), de la directive (UE) 2021/1883 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2021 'établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, et abrogeant la directive 2009/50/CE du Conseil'. Le dispositif sera complété afin de définir cette notion.

4. À l'article 61/27-7, § 2, en projet, le 3°, relatif à la durée de séjour maximale, est superflu compte tenu du 1° renvoyant aux conditions prévues au paragraphe 1er.

Le 3° sera dès lors omis.

*

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Wat de te wijzigen artikelen betreft, wordt in verschillende bepalingen van het voorontwerp verwezen naar recente wijzigingen waarvan de datum niet vermeld wordt.

Dit is het geval voor de artikelen 3, 4 en 5, van het voorontwerp. Die bepalingen bevatten de formulering "laatstelijk gewijzigd bij de wet van xx".

Op het verzoek verduidelijkingen te geven in dat verband, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris aangegeven dat het gaat om "la loi du 22 février 2024 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en matière de droit au regroupement familial" die, op de datum dat dit advies gegeven wordt, nog niet bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad*.

Uit de tekst die door de plenaire vergadering van de Kamer van volksvertegenwoordigers op 22 februari 2024 aangenomen is, blijkt evenwel dat die wet niet strekt tot wijziging van de artikelen die gewijzigd worden bij de artikelen 3 en 4 van het voorontwerp.[1]

De inleidende zin van de artikelen 3 en 4 van het voorontwerp moet herzien worden en die van artikel 5 moet aangevuld worden met de datum waarop de vermelde wet bekrachtigd en afgekondigd is.

De steller van het voorontwerp moet er eveneens op toezien dat de datum van inwerkingtreding van het voorliggende voorontwerp en die van de wijzigingswetten, correct in overeenstemming gebracht worden.

‡ Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] *Parl.St.* Kamer 2023-24, nr. 55-3596/010.

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 3

1. Overeenkomstig het ontworpen artikel 10*bis*, § 4, tweede lid, 3°, van de wet van 15 december 1980 'betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen' moet het in de bepaling beoogde familielid "het bewijs [voorleggen] dat het (…) zich niet bevindt in één van de in artikel 3, eerste lid, 5° tot 10°, bepaalde gevallen".

Artikel 3, eerste lid, 5° tot 10°, van de wet van 15 december 1980 bepaalt:

> "Behoudens de in een internationaal verdrag of in de wet bepaalde afwijkingen, kan de toegang worden geweigerd aan de vreemdeling die zich in een van de volgende gevallen bevindt:
>
> (…)
>
> 5° wanneer hij ter fine van weigering van toegang en verblijf gesignaleerd staat in het SIS of in de Algemene Nationale Gegevensbank;
>
> 6° wanneer hij geacht wordt de internationale betrekkingen van België of van een Staat die partij is bij een internationale overeenkomst betreffende de overschrijding van de buitengrenzen, die België bindt, te kunnen schaden;
>
> 7° wanneer hij geacht wordt de openbare rust, de openbare orde, de nationale veiligheid of de volksgezondheid te kunnen schaden;
>
> 8° wanneer hij sedert minder dan tien jaar uit het Rijk werd teruggewezen of uitgezet, zo de maatregel niet werd opgeschort of ingetrokken;
>
> 9° wanneer hij het voorwerp uitmaakt van een inreisverbod dat noch opgeschort noch opgeheven is;
>
> 10° wanneer hij lijdt aan een van de ziekten opgesomd in de bijlage bij deze wet."

Op een vraag in verband met de concrete wijze waarop die bewijzen geleverd kunnen worden – het familielid moet immers kunnen aantonen dat het niet valt in de gevallen opgesomd in artikel 3, eerste lid, 5° tot 10°, van de wet van 15 december 1980 –, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende aangegeven:

> "De bewoording is overgenomen uit andere delen van de Vreemdelingenwet om de coherentie te bewaren. Concreet zal een uittreksel strafregister en een medisch attest moeten voorgelegd worden, andere elementen zullen blijken uit de gegevens van DVZ (of databanken die zij kan consulteren), zoals het inreisverbod."

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

In de andere bepalingen van de wet van 15 december 1980, zoals artikel 61/27-4, § 1, wordt evenwel gesteld dat de betrokkene zich niet mag bevinden in een van de gevallen opgesomd in artikel 3, eerste lid, 5° tot 10°, zonder dat van hem vereist wordt dat hij zelf het bewijs levert van elk van die elementen. Het valt immers moeilijk in te zien hoe de betrokkene bij machte zou zijn om de boogde bewijzen te leveren.[2] Zo kunnen vele in artikel 3, eerste lid, opgesomde punten, bijvoorbeeld de voorwaarde dat de betrokkene niet geacht mag worden "de openbare rust, de openbare orde, de nationale veiligheid of de volksgezondheid te kunnen schaden", voortvloeien uit elementen die alleen de overheid vermag te beoordelen.

De bepaling moet aldus herzien worden dat daarin de nadere regels vermeld worden op basis waarvan bewezen kan worden dat de betrokkene de voorwaarden naleeft vastgesteld in artikel 3, eerste lid, 5° tot 10°, van de wet van 15 december 1980.

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* met betrekking tot de wijzigingen die bij artikel 3 van het voorontwerp aangebracht worden in artikel 10*bis*, § 5, tweede lid, 4°, en § 6, tweede lid, 4°, van de wet van 15 december 1980.

Artikel 5

1. In het ontworpen artikel 13, § 4, eerste lid, 6°, wordt gewag gemaakt van een "ziektekostenverzekering die de risico`s in België [dekt]" zonder dat vermeld wordt dat de verzekering alle risico's in België dekt voor de vreemdeling zelf en zijn familieleden, terwijl een dergelijke vermelding inzonderheid opgenomen is in de artikelen 10*bis*, § 2, 15*bis*, § 3, eerste lid, of 40*bis*, § 4, van de wet van 15 december 1980.

2. Het verdient aanbeveling om in het ontworpen artikel 13, § 4, vierde lid, te stipuleren dat de bepaling verwijst naar artikel 61/27-6, § 5, van de wet van 15 december 1980.

Artikelen 6, 11 en 14

In de inleidende zin moet de historiek vermeld worden van de nog van kracht zijnde wijzigingen die de gewijzigde bepalingen ondergaan hebben.

Artikel 7

Aan de hand van de formulering "door de tweede lidstaat", in het ontworpen artikel 19, § 4, 3°, kan in de context van de ontworpen bepaling niet nauwkeurig bepaald worden om welke lidstaat het gaat.

[2] Er dient aan herinnerd te worden dat, aangezien de vrijheid de regel is en de inperking ervan de uitzondering, het in principe niet aan de houder van een recht of een vrijheid staat om het bewijs te leveren van de afwezigheid van enige reden om dat recht of die vrijheid in te perken, maar wel degelijk aan de overheid om, in voorkomend geval, het bewijs van het tegendeel aan te voeren. Zie eveneens RvS (11e k.) 18 november 2014, nr. 229.200, nv Rocoluc.

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

De bepaling moet herzien worden in het licht van die opmerking.

Artikel 11

1. In het ontworpen artikel 61/25-7, § 2, tweede en derde lid, moeten de woorden "in paragraaf 2" vervangen worden door de woorden "in het eerste lid".

2. In het ontworpen artikel 61/25-7, § 3, staat dat "[p]aragraaf 2 (…) geen afbreuk [doet] aan de bevoegdheid van de minister om een einde te maken aan de machtiging tot verblijf of dit in te trekken".

In verband met de bevoegdheid van de minister dienaangaande heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende aangegeven:

> "De intentie van de bepaling is om te verduidelijken dat de Minister zijn bevoegdheid behoudt tijdens deze periode van 'behoud van verblijf' op grond van de regels die gelden voor de gecombineerde vergunning. Het is dus een verduidelijking dat het niet om een statuutswijziging gaat, maar wel het verblijf toegekend onder de gecombineerde vergunning dat blijft doorlopen, waarop dus ook integraal de regels van einde of intrekking verblijf van de gecombineerde vergunning op van toepassing blijven. Dat gaat effectief over de beëindigingsgronden in §1, maar ook ruimer, zoals bv Hoofdstuk VI."

Het verdient aanbeveling die verduidelijking op te nemen in de toelichting bij het artikel.

Artikel 13

1. De gemachtigde van de staatssecretaris is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 61/27-1, § 3, vierde lid, de woorden "het vierde lid" vervangen dienen te worden door de woorden "het derde lid".

2. In punt 7°, moeten de woorden "gemachtigd om te werken" vervangen worden door de woorden "gemachtigd wordt om te werken".

Artikel 17

1. Op een vraag naar de relevantie van het ontworpen artikel 61/27-6, § 1, 8°, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende inlichtingen en correcties gegeven:

> "([…) de verwijzing moet naar eerste lid, 4°-7° zijn. We zijn beperkt door de bepalingen van de richtlijn, voor de punten 4°-7° is de insteek dat een voorafgaand verblijf vereist is. Voor alle duidelijkheid:
>
> – 1°-7° zijn dus van toepassing op de verlengingsaanvraag
>
> – 1°-3° zijn van toepassing op de eerste aanvraag.

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡

Het is ongetwijfeld duidelijker om van 8° een nieuw lid te maken, aangezien het niet om een weigeringsgrond gaat zoals de voorgaande punten."

De gemachtigde van de staatssecretaris is het ermee eens dat punt 8° bijgevolg gewijzigd moet worden in een nieuw lid.

2. Het ontworpen artikel telt 6 paragrafen in plaats van 7. De nummering van de paragrafen moet herzien worden.

Artikel 18

1. Teneinde de leesbaarheid van het dispositief te verbeteren verdient het aanbeveling om de bepaling aldus te herzien dat in paragraaf 1 de voorwaarden voor de kortetermijnmobiliteit en in paragraaf 2 de voorwaarden waarin die mobiliteit een einde neemt, opgenomen worden.

2. In paragraaf 1 schrijve men beter "indien hij in een eerste lidstaat mag verblijven" in plaats van "indien hij in een andere lidstaat, de eerste lidstaat, mag verblijven".

3. In paragraaf 1 wordt het begrip "werkactiviteit" gebruikt in de zin van artikel 2, 13), van richtlijn (EU) 2021/1883 van het Europees Parlement en de Raad van 20 oktober 2021 'betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van onderdanen van derde landen met het oog op een hooggekwalificeerde baan, en tot intrekking van Richtlijn 2009/50/EG van de Raad'. Het dispositief moet aangevuld met een definitie van dat begrip.

4. In het ontworpen artikel 61/27-7, § 2, is punt 3° in verband met de maximale verblijfsduur, gelet op punt 1° waarin verwezen wordt naar de voorwaarden vervat in paragraaf 1, overbodig.

Punt 3° moet bijgevolg weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Bernard BLERO

‡LW-CFGYLFHCA-HGBBDXV‡